

Points de vue féministes sur l'économie pro-environnement au Moyen-Orient et en Afrique du Nord



Soumaya Al Baouchi

FRIEDRICH
EBERT
STIFTUNG

النسوية
السياسية
POLITICAL FEMINISM

A propos de l'auteur

Soumaya Al Baouchi est entrepreneur et coordinatrice du Projet de démocratie participative au Centre de recherche de l'Université Mundiapolis. Baouchi est une experte en communication et approche genre, ancienne membre du conseil d'administration du Réseau Action Climat Monde Arabe, membre du bureau exécutif de l'Organisation Marocaine des Droits Humains, et présidente de l'Association Femmes de Mon Pays pour le développement et le tourisme au Maroc. Baouchi a 30 ans d'expérience dans le travail associatif, et a été choisie par l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) pour être parmi les 50 personnes les plus influentes au Maroc (50 ans...50 personnalités). Elle est experte en changement climatique et politiques de genre, ainsi qu'en politiques d'inclusion des jeunes. Elle a donné des conférences dans plusieurs réunions des Conférences des Parties des Nations Unies sur le changement climatique et dans des forums régionaux, que ce soit avec l'UNESCO ou la CEDEAO. Elle est membre de la Commission pour l'équité et l'égalité des chances et l'approche genre, ainsi que membre du Comité de lutte contre les violences contre femmes, et membre du Comité de l'Initiative nationale pour le développement humain au Maroc. Elle a contribué à plusieurs programmes pour l'autonomisation économique, politique et juridique des femmes, en particulier des femmes rurales.

Fondation Friedrich Ebert
Boîte postale 11-6107, Riyad El Solh
Beyrouth 1107-2210, Liban

Les opinions exprimées dans cette étude ne représentent pas nécessairement les opinions de la Fondation Friedrich Ebert.

Tous droits réservés. Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite, copiée ou utilisée sans l'autorisation écrite de l'éditeur.

Révision linguistique : Rana Saada

Dessins : Rawand Issa

Conception graphique : May Ghaibeh @fabrika.cc

2021

Table des matières

Section 1. Introduction	Page 2
Section 2. Développements mondiaux et régionaux et méthodes modernes liées à la protection de l'environnement et à la transition vers une économie pro-économique	Page 5
Section 3. Les principaux défis de l'économie verte dans la région, d'une perspective féministe et de justice sociale	Page 9
Section 4. Perspectives féministes sur l'économie verte : la motivation du débat	Page 13
Bibliographie	Page 16

Section 1.

Introduction

Le monde est confronté aujourd'hui à des défis environnementaux majeurs, résultant de la transition et la croissance démographiques, et de l'urbanisation, ainsi que du modèle économique qui dépend du pétrole, qui nécessite une pression sur les ressources naturelles et accélère le rythme du changement climatique. Cela a conduit à la fréquence et à la gravité des phénomènes extrêmes, comme on peut l'observer dans la fonte des glaciers, les incendies fréquents des forêts, les inondations, la désertification et la sécheresse à long terme... Le modèle économique industriel et de consommation contribue également, d'une part, au taux élevé de pollution dans l'air, l'eau et le sol, et d'autre part, il perpétue les différences sociales, les inégalités, l'exclusion, la marginalisation et la pauvreté parmi les groupes vulnérables, en particulier les femmes. Plus de 2,7 milliards de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté, dont 70 % sont des femmes. Ces résultats ont amené le monde à s'interroger sur la faisabilité de poursuivre ce modèle économique au lieu de se diriger vers une économie plus durable, fondée sur la justice environnementale et prenant en compte les droits des générations futures.

Le concept de justice environnementale est un concept global des questions environnementales, impliquant la relation de l'homme avec son environnement naturel, économique et culturel. Il est principalement lié à la justice sociale et aux droits de l'homme. L'Agence américaine de protection de l'environnement a défini la justice environnementale comme " un traitement équitable et une participation effective de toutes les personnes- indépendamment du genre, de la couleur, de l'origine ou du revenu - dans l'élaboration, la mise en œuvre et l'application des lois, règlements et politiques environnementaux. Cet objectif peut être atteint lorsque toutes les personnes ont le même degré de protection contre les risques environnementaux et sanitaires, et un accès égal à la prise de décision pour avoir un

environnement sain, où elles peuvent vivre, apprendre et travailler. "

Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, les résultats des politiques de croissance économique et de développement social, dans le domaine de la création d'emplois et de la réduction des disparités sociales et géographiques, semblent très limités. La Banque mondiale estime que les coûts économiques de la dégradation de l'environnement se situent entre 2,1 % du PIB tunisien et 7,1 % en Iran. Les effets de ces coûts élevés se déplacent vers le système de finances publiques, les budgets des ménages, la compétitivité des économies de la région, ainsi que leur impact sur la justice et l'équité entre les générations successives.

Pour relever ces défis, plusieurs pays de la région se sont tournés vers une économie conviviale de l'environnement en élaborant des politiques, des stratégies, des plans et des programmes de développement durable, notamment les énergies renouvelables, les transports durables, la construction verte et la gestion de l'eau. Le Maroc, la Jordanie et les Émirats arabes unis ont mis en place d'énormes programmes d'investissement pour produire de l'énergie solaire et éolienne et créer des villes durables. Le Maroc, par exemple, aspire à produire près de la moitié de son bouquet énergétique d'énergies renouvelables d'ici 2030. Certains pays ont également abrogé les subventions sur les hydrocarbures, investi dans les déchets liquides et les déchets solides, comme le recyclage des déchets, et ont utilisé des méthodes d'irrigation qui économisent l'eau, comme l'irrigation goutte à goutte. Cependant, ces plans et stratégies restent limités et varient d'un pays à l'autre au sein de la région, et il existe des limites à la mise en œuvre de ces stratégies sur le terrain.

Le rôle des femmes est essentiel dans la préservation de l'environnement, la gestion et la protection des ressources naturelles de l'épuisement. Les femmes contribuent de manière significative à la gestion de l'eau et

l'énergie et au maintien d'un environnement propre. Les femmes contribuent également à l'économie favorable à l'environnement par le recyclage des déchets, l'élevage, l'agriculture et la conservation des semences, produisant plus de la moitié de la nourriture mondiale. Selon une enquête de 2010 de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la proportion de femmes agricultrices dans la région est de 43 %, et ce taux est susceptible d'augmenter à la lumière des changements climatiques qui poussent les hommes à migrer vers les villes à la recherche d'un travail rémunéré. Par exemple, plus de 93% des femmes rurales au Maroc travaillent dans l'agriculture, les forêts et la pêche, contre environ 65% des hommes (selon le Conseil économique, social et environnemental du Maroc). Malgré ce nombre important de femmes travaillant dans ces domaines respectueux de l'environnement, le nombre de militantes écologistes, d'associations de femmes écologistes et d'institutions respectueuses de l'environnement reste limité dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.

“Le concept de justice environnementale est un concept global des questions environnementales, impliquant la relation de l'homme avec son environnement naturel, économique et culturel. Il est principalement lié à la justice sociale et aux droits de l'homme.”

Section 2.

Développements et moyens modernes mondiaux et régionaux pour la protection de l'environnement et le passage à une économie respectueuse de l'environnement

Des études ont montré que la plupart des modèles de développement basés sur l'économie capitaliste reposent sur l'encouragement de l'accumulation rapide du capital matériel par le biais de l'épuisement et la destruction excessive des ressources naturelles.

Ces modèles de développement ont provoqué plusieurs crises de nature économique, sociale et environnementale. Dans le domaine économique, par exemple, en 2008, ces modèles ont conduit à l'effondrement du système bancaire, à l'expansion de la dette publique et à l'émergence de la crise économique mondiale. Dans le domaine de l'environnement, la dépendance des énergies fossiles, les industries polluantes et la déforestation ont accéléré le changement climatique. Quant au domaine social, ces modèles ont renforcé les disparités sociales, l'exclusion et la marginalisation du rôle des femmes, et l'augmentation du nombre des pauvres.

Afin de contourner ces problèmes économiques et environnementaux, les acteurs internationaux clés, tels que la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, l'Union européenne, l'Organisation de coopération et de développement économiques et le Programme des Nations Unies pour l'environnement, le Groupe des Vingt (G20) et le Groupe des Sept (G7) sont devenus obligés d'aller vers une économie durable et intégrée qui prend en compte la dimension de justice environnementale, qu'ils ont appelé l'économie verte. Dans son rapport de 2011, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) a défini une économie verte comme celle " qui entraîne une amélioration du bien-être humain et de l'égalité sociale, tout en réduisant considérablement

les risques environnementaux et la rareté des ressources écologiques⁴ ". La déclaration finale de la Conférence Rio +20 a également estimé que " l'économie verte dans le contexte du développement durable et de l'éradication de la pauvreté est l'un des outils importants disponibles pour parvenir à un développement durable, et nous pensons qu'elle peut offrir des options pour tous les décideurs à condition de ne pas les concevoir comme un ensemble d'outils immobiles. Nous soulignons que l'économie verte doit contribuer à l'éradication de la pauvreté, la réalisation d'une croissance économique soutenue, la promotion de l'inclusion sociale, l'amélioration du bien-être humain, la création d'emplois et l'offre d'un travail décent pour tous tout en insistant en même temps sur la continuité des systèmes écologiques de la planète Terre, afin qu'elle remplisse ses fonctions de manière saine. "

Avant le lancement de Rio +20, un groupe d'acteurs internationaux a exprimé des préoccupations et des doutes au sujet de cette économie, dont notamment :

- Joseph Deiss, Président de l'Assemblée générale, a déclaré à l'ouverture d'une réunion sur l'économie verte " qu'il y a des inquiétudes que l'économie verte ne soit que de nouvelles conditions qui entravent la marche de ces pays vers le développement ". Il est important de veiller à ce que ces pays puissent également bénéficier des opportunités disponibles.
- Mme Asha-Rose Migiros, Secrétaire générale adjointe des Nations Unies, a noté qu'il y avait de nombreux défis, " en particulier pour mobiliser la volonté politique de faire du développement durable une réalité ",



en soulignant la nécessité d'une véritable coopération internationale.

- Soren Sondergaard Kjaer, Secrétaire permanent adjoint à l'environnement du Danemark, a souligné que le concept de base est la volonté politique, déclarant: " Lorsque les institutions publiques et les gouvernements ont besoin de ressources efficaces et améliorent la protection de l'environnement – soutenues par des initiatives politiques – les institutions de recherche et le secteur privé innoveront – en créant et en commercialisant de nouvelles solutions dans l'économie verte et en contribuant au développement durable."

Mais, malgré ces craintes, la transition vers une économie respectueuse de l'environnement a effectivement commencé. Cela a été confirmé par le rapport du Programme des Nations Unies pour l'environnement et un nombre croissant d'études menées par des organisations internationales, des états, des institutions et des organisations de la société civile. Par exemple, EDF Climate Corps a lancé une étude qui a confirmé qu'au cours des 10 dernières années, les Etats-Unis d'Amérique sont passés à une économie plus durable sur le plan environnemental et plus économe en énergie, avec l'émergence de plusieurs modèles commerciaux, de biens et de services tels que l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, tandis que les entreprises et institutions traditionnelles ont fait des efforts pour réduire leur empreinte environnementale. Les études effectuées par ce programme ont démontré que les secteurs économiques respectueux de l'environnement dépassent le reste de l'économie américaine dans une série d'aspects liés à la croissance et à la création d'emplois, par exemple :

- Plus de 4 millions de personnes sont employées selon un recensement de 2017, contre 160 mille personnes travaillant avec des énergies à base de charbon.
- Bon nombre de ces emplois ont des salaires supérieurs à la moyenne. Par exemple, une personne travaillant dans la distribution et la vente d'articles d'énergie solaire gagne en moyenne 45 dollars par heure, et le technicien de l'énergie éolienne gagne en moyenne 25 dollars par heure. Ce qui est supérieur aux salaires des travailleurs du secteur privé en dehors du secteur agricole.

- Ils créent des avantages économiques locaux parce qu'ils soutiennent la main-d'œuvre locale, que ce soit dans l'installation, l'entretien ou le développement de projets d'énergie renouvelable et d'efficacité énergétique.
- Ils se trouvent à grande échelle aux Etats-Unis d'Amérique.
- Les opportunités d'emploi dans les secteurs de l'énergie solaire et éolienne augmentent de plus de 20 % par an, soit plus de 12 % de ce que l'économie mondiale fournit.

L'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) confirme la validité des informations sur les opportunités d'emplois, notant dans son dernier rapport que le nombre d'opportunités d'emplois dans les énergies renouvelables a bondi à 11 millions en 2018 au lieu des 10,3 millions enregistrés en 2017.8 Selon un rapport de l'Organisation internationale du Travail, 24 millions de nouveaux emplois seront créés dans le monde d'ici 2030 " si des politiques pertinentes sont mises en place pour promouvoir une économie plus verte ". La Directrice générale adjointe de l'OIT, Deborah Greenfield, a déclaré au moment de la publication du rapport 9 : " Les efforts visant à réduire le réchauffement climatique de 2 degrés Celsius créeront plus d'emplois que les 6 millions d'emplois perdus. "

La Suède, par exemple, recycle ou brûle 99% de ses déchets solides et les convertit en énergie pour chauffer les foyers, car cette initiative a connu un tel succès que les stocks de déchets solides s'épuisent et le pays est obligé de les importer d'autres pays.

Plus de sept pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord ont également élaboré des stratégies et des plans nationaux pour une économie respectueuse de l'environnement et ont commencé à modifier leurs lois pour répondre aux exigences de cette économie. Au Maroc, par exemple, une série de réformes (institutionnelles, réglementaires et financières) et de politiques d'incitation ont été élaborées pour améliorer l'intégration de la dimension environnementale, encourager le développement de secteurs stratégiques tels que les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique, l'approvisionnement en eau, la gestion durable des déchets solides et liquides, l'agriculture intégrée et l'aquaculture, ainsi

que l'écotourisme. La Charte nationale de l'environnement et du développement durable a été adoptée en 2012, ainsi que la Loi-cadre, qui sert de Charte de l'environnement et du développement durable en 2014. La Stratégie nationale du développement durable a été élaborée en 2017, qui incite le secteur privé à doubler ses investissements, notamment dans le domaine des énergies solaire et éolienne et des villes durables...

La transition vers une économie respectueuse de l'environnement se heurte à plusieurs défis économiques, politiques et sociaux, qui se manifestent par :

- La fourniture d'énormes investissements dans l'élaboration, l'innovation, la recherche scientifique, la fabrication et la promotion de produits respectueux de l'environnement n'est pas une tâche facile, d'autant plus que les retours sur ces investissements seront à moyen ou long terme, alors que le monde est habitué à une économie de marché. Certaines entreprises habituées à d'énormes profits de l'économie brune (sale) montreront également une résistance vis-à-vis de l'économie respectueuse de l'environnement, car le coût de leurs productions sera affecté après l'introduction de la dimension environnementale telle que la pollution de l'eau et de l'air.
- La promulgation de législations et de lois conformes aux exigences du recyclage des déchets requis par cette économie, le renforcement des réseaux d'assainissement des déchets liquides et solides, la réutilisation de l'eau traitée et la rationalisation des eaux usées dans l'industrie et l'agriculture. Cela nécessite une sensibilisation et des connaissances approfondies dans les domaines du changement climatique, soit en termes d'adaptation ou d'atténuation des émissions de gaz à effet de serre. Cela nécessite également la connaissance de tous les éléments de l'économie respectueuse de l'environnement et leur connexion avec les différentes législations et lois telles que celles de l'urbanisme, du bâtiment et de l'agriculture... Ainsi vient l'importance de renforcer les capacités des législateurs et la nécessité de consulter des experts dans ce domaine.

"Nous soulignons que l'économie verte doit contribuer à l'éradication de la pauvreté, la réalisation d'une croissance économique soutenue, la promotion de l'inclusion sociale, l'amélioration du bien-être humain, la création d'emplois et l'offre d'un travail décent pour tous tout en insistant en même temps sur la continuité des systèmes écologiques de la planète Terre, afin qu'elle remplisse ses fonctions de manière saine."

- La réhabilitation des ressources humaines et l'amélioration de l'enseignement en conformité avec les nouvelles technologies dans les domaines environnementaux dont dépend cette économie, telles que les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique, les bâtiments durables, l'écotourisme, les transports durables et les professions agricoles plus résilientes face au changement climatique.
- La résistance des pays dépendant dans leurs économies et ressources sur les énergies fossiles, qui auront peur d'abandonner le rôle de leader mondial et la place parmi les pays économiquement développés. Une transition vers une économie respectueuse de l'environnement conduira à l'émergence de nouveaux entrepreneurs.

Section 3.

Les principaux défis de l'économie respectueuse de l'environnement dans la région, d'un point de vue féministe et de justice sociale

La Banque mondiale a déclaré dans un nouvel indice publié le 27 février 2019 : " Les femmes n'obtiennent que les trois quarts des droits légaux des hommes dans le monde, ce qui entrave la capacité des femmes à trouver un emploi ou à créer des activités et à prendre des décisions économiques qui sont dans leur intérêt¹⁰. " Elle a également souligné dans un rapport intitulé " La femme, les activités d'affaires et la loi 2018 " : " que les femmes sont toujours confrontées à des obstacles répandus et enracinés dans les lois qui les privent des emplois, les empêchent de posséder un projet commercial en restreignant leur accès au crédit ou en contrôlant les biens matrimoniaux. " Par exemple, le rapport a révélé que dans les économies de 104 pays, " les femmes sont empêchées de travailler la nuit ou dans certains emplois dans de nombreux domaines, y compris l'industrie, le bâtiment, l'énergie, l'agriculture, l'eau et les transports. Cela a un impact négatif sur les choix disponibles pour plus de 2,7 milliards de femmes¹¹. "

Le laboratoire d'innovation sur le genre au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, (MNAGIL), a noté: " La région est confrontée à un écart marqué en matière d'égalité du genre, en termes d'opportunités d'emploi, de salaires, de collecte de données par genre (où il y a un manque de connaissances sur les orientations et les opinions des hommes et des femmes sur l'égalité du genre), ainsi que de mobilité, d'utilisation de moyens numériques et d'accès à des services numériques à des prix abordables, et d'acquisition de compétences personnelles telles que la prise de décision et les compétences en leadership. A l'heure actuelle, seulement 21 % de la main-d'œuvre est féminine¹². " Les facteurs géographiques, géostratégiques, historiques, politiques, économiques, sociaux et environnementaux dans la région du Moyen-

Orient et de l'Afrique du Nord affectent la situation des femmes là-bas. Les changements climatiques - tels que les inondations, les sécheresses prolongées, l'érosion, la désertification, les incendies de forêt... ont un impact sur les communautés. Ainsi, les groupes vulnérables, en particulier les femmes, sont considérés comme les plus vulnérables face à leurs menaces. Ces communautés vivent le long des rivières ou dans les ceintures urbaines, et sont souvent privées d'infrastructures de base, telles que l'eau, l'électricité et les réseaux d'assainissement des eaux usées. Il leur est donc difficile d'échapper au fléau des perturbations climatiques soudaines. La situation est également exacerbée par certaines politiques adoptées par certains pays, comme l'adoption de régimes fiscaux ou la levée des subventions sur certaines matières, sans tenir compte des classes vulnérables et pauvres. Au Maroc, par exemple, les subventions aux carburants ont été levées sans prendre de mesures parallèles et de protection de ces groupes.

Les conflits, les troubles politiques et les guerres dans la région (internes et entre les états) constituent une instabilité psychologique, économique et sociale pour les femmes. L'héritage historique de la pensée machiste, autour duquel les coutumes et les traditions ont été tissées, restreint également le rôle des femmes, limite leur liberté et les prive de droits universellement reconnus. Les modèles économiques capitalistes adoptés par les pays de la région ne sont pas seulement des outils d'exclusion, de marginalisation et d'appauvrissement, la dépendance excessive de ces états des revenus des énergies fossiles conduit à un manque de diversification de l'économie, ce qui contribue à l'augmentation du taux de chômage, notamment chez les femmes.



En plus de ce qui précède, et compte tenu de la pression sur les ressources naturelles et de la crainte de l'épuisement des énergies non renouvelables, nous enregistrons en tant que femmes de la région que la transition vers une économie respectueuse de l'environnement se heurtera à des défis structurels. L'accès des femmes aux postes de décision dans cette région est faible, où la représentation des femmes dans les conseils parlementaires, législatifs et ministériels est la plus faible parmi les femmes du monde, et certains pays n'autorisent pas les femmes à occuper des postes judiciaires, militaires et de sécurité, ce qui exclut les points de vue féministes dans l'élaboration des stratégies et des politiques générales.

Ces dernières années, certains pays ont prêté attention à l'éducation respectueuse de l'environnement, ce qui se traduit par l'adoption de stratégies, de techniques, d'applications et d'outils visant à préserver l'environnement, le développement durable et suivre le rythme du développement technologique. Ils se sont appuyés sur des programmes environnementaux tels que les bâtiments, l'énergie, le reboisement et les services. Certaines spécialisations ont émergé dans les universités et les instituts supérieurs, tels que l'ingénierie environnementale et écologique, l'écotourisme, l'ingénierie des énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et la gestion de l'eau. Cependant, malgré cela, les femmes n'en bénéficient pas de la même manière que les hommes, et cela est principalement dû au faible taux de scolarisation et au niveau d'instruction des femmes, qui ne leur permettent pas d'acquérir des compétences liées à la technologie et aux connaissances financières, et par conséquent, elles ratent des opportunités de créer des entreprises et des sociétés de femmes, ainsi que des opportunités d'accéder à des emplois que cette économie fournira.

En conséquence, cela augmentera les inégalités et le manque d'égalité des chances dans le genre, ce qui a des répercussions négatives sur les femmes, et donc sur l'économie mondiale. La Directrice générale du Fonds monétaire international, Christine Lagarde, a déclaré que l'économie mondiale perd 90 milliards de dollars par an parce que les femmes ne bénéficient pas du même niveau d'éducation que les hommes, et que les revenus peuvent passer de 10 à 20 % si les femmes peuvent ajouter une autre année d'enseignement primaire, et qu'ils

s'élèvent à 25 % si elles peuvent ajouter une autre année d'enseignement secondaire¹³. Le Forum économique mondial a indiqué dans ses estimations que la maximisation de l'égalité du genre, c'est-à-dire une plus grande utilisation du capital, est positivement corrélée avec la compétitivité et le développement humain. Ce gaspillage de capital a l'effet négatif inverse. Un rapport du Programme des Nations Unies pour le développement note que l'inégalité du genre coûte à l'Afrique subsaharienne, par exemple, environ 95 milliards de dollars par an en moyenne¹⁴.

On note également le faible niveau de préparation de certains gouvernements, et leur manque de capacités logistiques et matérielles, comme la faiblesse des réseaux d'alerte précoce, l'incapacité à entretenir les mécanismes d'intervention, et l'incapacité à réhabiliter leurs ressources humaines pour faire face aux risques du changement climatique. Nous voyons dans une série d'interventions que les gouvernements n'ont pas été aussi efficaces et rapides comme ils devaient l'être, ce qui a entraîné des pertes de vies humaines et des pertes matérielles, dont la plupart auraient pu être évitées, comme les inondations au Maroc et en Jordanie, ou les incendies au Liban et au Maroc.

Nous considérons que la formation et la réhabilitation des citoyennes et des citoyens dans le domaine de l'adaptation aux changements climatiques sont parmi les enjeux les plus importants qui ne peuvent attendre, surtout pour la femme rurale qui est la première victime, car, ces risques ne se limitent pas à menacer sa structure économique - par la mort du bétail et la destruction des récoltes agricoles - mais aussi menacent sa vie. Afin d'atténuer ces risques, il est devenu impératif pour les pays de la région d'introduire la dimension du changement climatique dans tous leurs secteurs, notamment l'éducation, les médias et la santé.

Les estimations de " l'Union internationale pour la conservation de la nature et des ressources naturelles " ont montré que le taux de vulnérabilité des femmes à la catastrophe est 14 fois supérieur à celui des hommes¹⁵, en raison de l'absence d'un système foncier sécurisé pour les femmes et d'un accès limité aux ressources naturelles, telles que les richesses minières, halieutiques et animales, les terres arables, les ressources en eau et les terres rares. Pour aggraver les choses, il n'y a pas ou peu de

lois sur le partage des biens entre les époux, surtout en cas de divorce, et l'existence de lois discriminatoires relatives à l'héritage, en plus des traditions et coutumes. Dans certaines régions du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, les femmes sont privées d'héritage, et par conséquent privées de la propriété de la terre, du capital et des actifs. Il convient de noter que certains partis et associations progressistes, dans certains de ces pays, soulèvent désormais une polémique et grand débat politique sur l'héritage. On voit ainsi que, dans les régions en développement en général, les femmes ont moins d'opportunités d'exploiter les ressources foncières que les hommes. Les cas des pays en développement dont les données ont été obtenues à partir du rapport " Les femmes dans l'agriculture : Comblent le fossé du genre pour le développement ", publié par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), montrent que seulement 3 à 20 % de tous les propriétaires terriens sont des femmes. En fait, la contribution des femmes à la main-d'œuvre agricole atteint des taux beaucoup plus élevés, allant de 20 à 50 % dans certaines régions en développement dans le monde. En conséquence, les femmes se voient refuser l'autonomisation économique, car la terre est une base pour la production alimentaire, la génération de revenus, une garantie de crédit et un moyen d'épargne pour l'avenir.

Malgré la difficulté de ces défis, certaines organisations, malgré leur petit nombre, s'efforcent d'inclure le genre et l'économie respectueuse de l'environnement dans leurs programmes de travail, comme le Women's Major Group, l'Alliance internationale des femmes et l'International Network for Economic, Social and Cultural Rights et le réseau international des droits économiques, sociaux et culturels (ESCR) et ONU Femmes, cependant, elles demeurent en deçà de nos aspirations en tant que féministes de la région.

Il convient également de noter le manque de réseaux de femmes opérant dans la région en général. La plupart des réseaux sont soit locaux, comme le Réseau du Printemps de la Dignité au Maroc, l'Alliance des femmes tunisiennes et l'Alliance Haq en Jordanie, ou la Fondation des femmes Euro-méditerranéennes, et l'Initiative féministe EuroMed, ou mondial, telle que la Coalition mondiale pour l'innovation pour le changement (GICC). Même ces réseaux et d'autres ne travaillent pas sur les femmes, ni sur

"Les modèles économiques capitalistes adoptés par les pays de la région ne sont pas seulement des outils d'exclusion, de marginalisation et d'appauvrissement, la dépendance excessive de ces états des revenus des énergies fossiles conduit à un manque de diversification de l'économie, ce qui contribue à l'augmentation du taux de chômage, notamment chez les femmes."

l'économie respectueuse de l'environnement, mais ne font que souligner le problème comme un point dans le cadre de l'autonomisation économique.

Section 4.

Les points de vue féministes sur l'économie respectueuse de l'environnement : motivation du débat

Il ne faut pas considérer que la transition vers une économie respectueuse de l'environnement sera suivie d'une transition automatique vers la justice sociale et l'égalité entre les femmes et les hommes, car les mentalités des acteurs économiques, politiques et sociaux sont habituées à l'exclusion, la marginalisation, l'inégalité et l'inégalité des chances, en raison de la domination de la pensée machiste et capitaliste. Les expériences précédentes nous ont confirmés qu'il y a eu un consensus parmi la plupart des pays concernant la réalisation de l'égalité et du développement, à travers plusieurs conférences et sommets des Nations Unies concernant les femmes, de la troisième Conférence mondiale sur les femmes (Nairobi 1985) aux Objectifs de développement durable de 2015, dont le cinquième objectif était consacré à l'égalité et lié à la plupart des 17 autres objectifs. Certains pays de la région ont également adopté des politiques nationales visant l'égalité, l'égalité des chances et la parité. Par exemple, la constitution marocaine, dans son article 19, a approuvé la recherche de la parité et a créé la Commission pour la parité et la lutte contre toutes les formes de discrimination. Par ailleurs, tous les pays de la région ont ratifié l'Accord de Paris sur le climat, " COP 21 ", qui vise à atténuer les effets du changement climatique, faire monter la température mondiale en dessous de 2 degrés Celsius, et s'efforcer de l'amener en dessous de 1,5 degrés. La plupart des pays de la région promulguent des politiques et des plans nationaux, et renouvellent leur arsenal juridique lié à l'environnement et au développement durable, conformément aux accords internationaux visant à limiter le changement climatique, qu'il soit lié à l'adaptation ou à l'atténuation, et la tendance vers une économie respectueuse de l'environnement. Cependant, malgré tout ce

que nous avons mentionné, nous sommes encore loin d'atteindre la justice sociale, l'égalité du genre et l'autonomisation des femmes sur les plans économique, social, politique, culturel et environnemental. Nous considérons également que l'absence de femmes porteuses de pensée féministe dans les sphères de prise de décision reproduira les mêmes modèles législatifs, juridiques et économiques, qui ont exclu les femmes et marginalisé leurs rôles.

Les femmes ont des compétences locales distinguées qui peuvent les aider à trouver du travail dans l'économie verte, telles que l'agriculture biologique, l'écotourisme, le recyclage des déchets, la gestion et la rationalisation de l'eau et la préservation de l'environnement. Cependant, on constate que les femmes souffrent encore de diverses formes d'exclusion, de discrimination et de marginalisation, en ne leur permettant pas de posséder des terres, et en les privant de l'héritage, du droit de prendre la décision de mettre en œuvre des procédures de réhabilitation des terres. Elles ont également les taux les plus élevés d'analphabétisme et de pauvreté, et souffrent de conditions de travail qui violent leurs droits humains, en particulier dans les secteurs informels. Elles travaillent plus de 8 heures par jour, perçoivent des salaires inférieurs à ceux des hommes, en plus d'être victimes de harcèlement, d'exploitation sexuelle, d'absence de sécurité sociale et de couverture sanitaire, et dans certains cas, elles peuvent également être exposées à des maladies liées à l'utilisation de pesticides chimiques. Nous pouvons attribuer tout cela au manque de droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux des femmes, ainsi qu'aux contraintes, normes et traditions sociétales. L'échec de la plupart des politiques peut résider



“...l'absence de femmes porteuses de pensée féministe dans les sphères de prise de décision reproduira les mêmes modèles législatifs, juridiques et économiques, qui ont exclu les femmes et marginalisé leurs rôles.”

dans le manque de participation des femmes porteuses d'une pensée féministe dans la prise de décision et l'élaboration de stratégies et de plans, d'où la nécessité de s'engager dans des organisations syndicales qui défendent les droits des travailleuses, y compris les féministes, ou de créer d'autres syndicats, avec une orientation féministe.

Cela nous oblige, en tant que féministes, à travailler à l'autonomisation des femmes et à l'obtention de leurs droits, comme cela est reconnu à la fois par la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), ou la Plateforme d'action de Pékin, ou encore les Objectifs du développement durable, en particulier le cinquième objectif, ainsi qu'à travers la Déclaration universelle des droits de l'homme. Motiver les étudiantes à s'orienter vers de nouvelles spécialisations dans les universités liées à l'environnement et au changement climatique est l'une des opportunités les plus importantes que nous devons exploiter, car cela permettra aux femmes de trouver des emplois décents, en particulier dans le domaine de l'ingénierie, et de créer des entreprises et des sociétés de femmes, et ainsi renforcer les capacités des organisations et des organismes de femmes, et des parties prenantes féministes en vue de former des alliances fortes qui plaident en faveur de la question. De cette façon, les femmes pourront également participer aux discussions sur l'économie verte, notamment dans les COP sur le changement climatique, où les politiques sont élaborées en l'absence d'un point de vue féministe. Cela nous oblige à établir un réseau solide et efficace, comprenant des femmes actives et influentes dans divers domaines, et que nous soyons représentées et concluons des alliances avec un groupe d'organisations gouvernementales et non gouvernementales qui influencent les décisions et les politiques économiques et sociales, aux niveaux local, national, régional ou international, tels que les parlements et les partis politiques, les alliances économiques, le secteur privé, les organes des Nations Unies et les organisations de la société civile, ainsi que la nécessité d'une coordination avec eux afin d'intégrer la dimension de la femme et de l'économie environnementale dans leurs agendas

Bibliographie

Environmental Justice, site of United States Environmental Protection Agency, <https://www.epa.gov/environmentaljustice>.

Environnement au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, Site web de la Banque mondiale, septembre 2008, http://web.worldbank.org/archive/website01016/WEB/0_CO-11.HTM.

Organisation des Nations unies de l'Alimentation et de l'Agriculture (FAO) (2011): Etat de l'alimentation et de l'agriculture - Les femmes dans l'agriculture : combler l'écart entre les genres pour le développement. Rome: Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO). Disponible sur : <http://www.fao.org/3/e-i2050e.pdf>. On y a accédé la dernière fois en (13_3_2020).

UNEP (2011) Towards a Green Economy : pathways to sustainable development and poverty eradication - une référence pour les décideurs politiques. France : Programme des Nations Unies pour l'environnement. Disponible sur : https://www.uncclearn.org/sites/default/files/inventory/unep119_arb_0.pdf. Il a été consulté pour la dernière fois en (13_3_2020).

Nations Unies, Document final de la Conférence : Avenir auquel nous aspirons, A/CONF.216/L.1 *, Rio + 20, Conférence des Nations Unies sur le développement durable, 20 22 juin 2012, https://rio20.un.org/sites/rio20.un.org/files/a-conf.216-l-1_arabic.pdf.pdf.

Vers une économie verte, Département des affaires économiques et sociales, site Web des Nations Unies, 2011.6.3, <https://www.un.org/en/development/desa/news/sustainable/path-towards-green-economy.html>.

Environmental Defense Fund Climate Corps et Meister Consultants Group, In Demand : Clean Energy, Sustainability and the New American Workforce, 2018, http://edfclimatecorps.org/sites/edfclimatecorps.org/files/casestudy/edf_in_demand_clean_energy_sustainability_and_the_new_american_workforce.pdf.

International Renewable Energy Agency, *Renewable Energy and Jobs: Annual Review 2019*, p.5, 8.6.2019, https://www.irena.org/-/media/Files/IRENA/Agency/Publication/2019/Jun/IRENA_RE_Jobs_2019-report.pdf.

Organisation internationale du Travail : L'économie verte créera 24 millions d'emplois à l'avenir, site Internet des Nations Unies, <https://news.un.org/ar/story/2018/05/1008382>.

Malgré les progrès réalisés, les femmes sont confrontées à des obstacles dans le domaine des droits légaux affectant l'emploi, communiqué de presse no 2019/128/DEC, site Web de la Banque mondiale, 2019.2.27, <https://www.albankaldawli.org/ar/news/press-release/2019/02/27/despite-gains-women-face-setbacks-in-legal-rights-affecting-work>.

De nombreux gouvernements prennent des mesures pour améliorer l'endiguement économique des femmes, mais les obstacles juridiques demeurent courants. Communiqué de presse no 2018/123/DEC, site Web de la Banque mondiale, 2018.3.29, <https://www.albankaldawli.org/ar/news/press-release/2018/03/29/many-governments-take-steps-to-improve-womens-economic-inclusion-although-legal-barriers-remain-widespread>.

Laboratoire de l'Innovation sur l'égalité du genre au Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, Aperçu général, site Web de la Banque mondiale, <https://www.albankaldawli.org/ar/programs/mena-gender-innovation-lab>.

Christine Lagarde, The 3 L of women's empowerment, site of The Beijing Platform for Action, ONU Femmes, 31.8.2014, <https://beijing20.unwomen.org/en/news-and-events/stories/2014/8/oped-christine-lagarde>.

Ngozi Okonjo-Iweala et Isabella Lövin, les vélos Bamboo contribuent à la croissance économique et à l'égalité. Voici pourquoi, site du Forum économique mondial, 5.5.2017, <https://www.weforum.org/agenda/2017/05/bamboo-bikes-and-economic-growth-are-linked-heres-why/>

May Shafi, Face aux catastrophes, les femmes rebâtissent le tissu de leurs communautés et les hommes rebâtissent leurs structures, Journal Al Hayat, 2012.10.28.

L'Organisation : Besoin de combler le fossé du genre dans le domaine agricole. Site Web de la FAO, Gender, 2011.3.7, <http://www.fao.org/gender/news/detail/ar/c/52270>

النسوية
السياسية
POLITICAL FEMINISM

FRIEDRICH
EBERT 
STIFTUNG

www.fes-mena.org/topics/political-feminism